

## Communiqué de la Section FSU de l'université Bordeaux 1

Le 30 mai dernier, le CA de Bordeaux1 a, à une très large majorité, voté la dissolution de l'université et sa fusion dans un nouvel établissement qui verra le jour le 1er janvier 2014. Dès le lendemain de ce vote, le représentant de la FSU au Conseil d'Administration a présenté sa démission. Les textes prévoient qu'en pareil cas, il soit fait appel successivement aux candidats de la liste dont est issu le conseiller démissionnaire pour pourvoir à son remplacement. **Les 6 candidats concernés ont décidé, collectivement, de refuser de siéger** dans un Conseil d'Administration dont le rôle, dans les 6 mois à venir, va se borner à mettre en application une décision dont nous entendons clairement nous désolidariser.

Il nous est apparu utile, dans ce contexte très particulier, de revenir sur les événements qui ont marqué la vie de notre université durant ces derniers mois, et d'alerter l'ensemble des personnels et étudiants sur la grande instabilité qui pourrait résulter, dans les prochains mois, de décisions très contestables qui ont été portées par l'équipe présidentielle de notre établissement. Il s'agit principalement de l'Opération Campus, dont les travaux sont sur le point d'être lancés, et de la fusion d'une partie des universités bordelaises dont il vient d'être question.

### Opération Campus : un PPP qui ne dit (plus) son nom

À l'automne 2012, a été officiellement lancée la première phase de l' « Opération Campus ». Rappelons qu'il s'agit d'une vaste opération de requalification de nos locaux, pour laquelle a été choisie la formule d'un « Contrat de Réalisation Maintenance », avatar sophistiqué des fameux « Partenariats Public-Privé » (PPP) dont les risques extravagants sont désormais connus grâce aux retours d'expérience accumulés dans le monde entier depuis une dizaine d'années, au point de faire aujourd'hui l'objet d'une dénonciation quasi unanime.

C'est un vote - à rebondissements ! - du CA de Bordeaux1 qui a permis que soit effectivement lancée cette opération. Au cours des discussions qui l'ont précédé, les membres du CA ont obtenu de haute lutte, notamment grâce à l'opiniâtreté du représentant de la FSU, d'accéder à quelques éléments du contrat, qui était alors largement couvert par une « clause de confidentialité » propre à ce type d'opérations. Ce qu'ils y ont découvert révèle un partage des risques entre les contractants – l'Université de Bordeaux et l'entreprise DV Construction – particulièrement déséquilibré. En privé, nombre d'acteurs proches du dossier, et peu suspects de « dénigrement systématique », partagent nos inquiétudes. Ces risques courent sur toute la durée du contrat (30 ans!) et au-delà.

Les travaux, qui devraient s'étendre sur une durée totale de 3 ans, vont commencer dans les prochaines semaines. La direction a diffusé ces derniers jours une information à destination de l'ensemble des personnels, sur les difficultés à prévoir en matière de gestion des locaux, un grand nombre des salles d'enseignement étant appelées à être inutilisables pour des durées variables, pouvant aller jusqu'à plusieurs mois. Il est donc à craindre que le lancement des travaux s'accompagne d'**une désorganisation considérable de nos missions de formation**. Face à ce risque, la direction en appelle à la responsabilité de chacun pour prévenir un désordre incontrôlable. Qu'il nous soit permis, en retour, d'inviter le personnel et les étudiants à refuser par avance des aménagements d'emploi du temps et de conditions de travail qu'ils jugeraient inacceptables.

### Fusion des universités : restructuration ou entreprise de démolition ?

Le projet de fusion des universités bordelaises, dont nous ne retracerons pas ici l'historique, s'inscrit dans le contexte national d'une politique initiée il y a une dizaine d'années, et peu sensible aux alternances politiques, de lutte contre « l'émiettement du paysage universitaire ». Le contexte bordelais a ceci de particulier qu'à la différence d'autres sites, le découpage en 4 universités épouse,

à quelques exceptions près, des regroupements par champs disciplinaires cohérents et parfaitement lisibles : « Sciences et Technologies », « Santé », « Humanités », « Droit-Économie-Gestion ». Cet héritage de l'histoire universitaire locale était en principe de nature à faciliter le projet d'une meilleure intégration, passant essentiellement par la réorganisation progressive des services communs, sans bouleverser l'architecture des composantes héritées des 4 établissements historiques. **On ne voit donc pas de raison sérieuse de s'opposer, par principe, à un tel projet, qui devrait bien au contraire pouvoir faire l'objet d'un vaste consensus.** Encore faut-il s'assurer que l'on a pris le temps de la concertation, que l'on n'a pas écarté systématiquement toute forme de critique, et qu'enfin le projet finalement retenu est de nature à améliorer les conditions de travail du personnel et des étudiants... et pas le contraire !

Il semble que l'on ait choisi une toute autre voie, au point de réussir la prouesse, partant d'une cartographie finalement assez limpide, d'aboutir à un paysage proprement illisible. Qu'on en juge : au 1er janvier 2014, cohabiteront une « NUB » pluridisciplinaire mais privée des « Humanités », une Université Michel de Montaigne, seul établissement à avoir consulté démocratiquement ses personnels sur le projet de fusion, et des instituts (IPB et IEP), dont le moins que l'on puisse dire est que les soubresauts récents tendent à les isoler, là où de subtils équilibres avaient été patiemment trouvés (selon les mots mêmes du Président de Bordeaux 1 « la communication avec l'IPB est actuellement rompue »). Pour ajouter à la confusion, une strate supplémentaire verra le jour dès promulgation de la loi ESR actuellement en débat au parlement, sous la forme d'une « communauté des universités d'Aquitaine », première étape institutionnelle vers une régionalisation de l'Enseignement Supérieur qui est désormais dans tous les esprits. Au sein de cette communauté, devra notamment être décidé du sort de la future ESPE (ex IUFM) entre des « partenaires » aux poids extrêmement déséquilibrés que seront l'Université de Bordeaux (ex « NUB »), l'université Michel de Montaigne et l'Université de Pau et des Pays de l'Adour.

À cela, il faut ajouter le choix d'une structuration interne de la future Université de Bordeaux qui a fait l'objet, en marge des lieux de discussions officiels, de très nombreux débats, délibérément ignorés par le directoire. Rompant avec le paradigme du lien entre recherche et formation qui fonde l'Université en France et un peu partout dans le monde, le choix d'une structuration séparée a été imposée dès le début du chantier. Les raisons de ce choix sont connues : il s'agissait de satisfaire une exigence non négociable d'un « partenaire » (l'IPB) qui a depuis quitté le chantier... Redisons-le avec force : **il n'y a jamais eu la moindre concertation sur la question, pourtant fondamentale, de l'opportunité de ce choix de structuration séparée de la Recherche et de la Formation.** Il semble pourtant qu'une part très importante de la communauté universitaire s'y oppose. C'est du reste le message très clair qui a été formulé par **4 des 5 directeurs d'UFR de Bordeaux 1** dans une lettre qu'ils ont adressée aux membres du CA, et qui a par ailleurs largement circulé.

Au-delà des symboles et de la conception de l'université qu'ils engagent, cette double structuration formation/recherche a pour effet de démultiplier le nombre de strates et de conseils afférents. Pire : les groupes de travail chargés d'étudier la viabilité d'une telle structure n'ont pas tardé à recommander qu'on y ajoute quantité de structures « transverses » à tous les étages (ou presque) pour reconstituer ce lien « formation-Recherche » que l'on s'est acharné à défaire. **L'« usine à gaz » tant redoutée est en marche...**

Nous tenons à faire savoir que ces questionnements ont agité le CA de Bordeaux 1 au cours des dernières semaines, ce que ne traduit pas forcément le résultat du vote, assez massif, du 30 mai. Pour expliquer cette distorsion, on peut penser que nombre de conseillers ont fait passer une forme de loyauté envers le Président de Bordeaux 1 avant leurs propres doutes, position au demeurant tout à fait louable. Il en résulte cependant l'impression largement erronée, que *cette* fusion, dans *ces* conditions, était souhaitée par une majorité des personnels et étudiants, ce dont il est permis de douter.